

BULLETIN DES LOIS
DU
ROYAUME DE WESTPHALIE

1812.

N^o. 33.

Gesetz-Bulletin
des
Königreichs Westphalen.

N^o. 33.

Tome II. An 1812.

BULLETIN DES LOIS.

N° 33. (*)

(N° 140.) DÉCRET ROYAL du 15 septembre 1812, concernant le droit au profit des Waguemestres, et celui du permis pour les voitures de louage.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc. etc.

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances; Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Le droit de 60 centimes, établi par l'article 121 de Notre décret du 30 septembre 1810 au profit des Waguemestres, est supprimé. Il ne sera à l'avenir dû, que par les voyageurs en extraposte qui feront graisser leurs voitures.

Art. 2. Le permis que les voituriers et entrepreneurs de voitures de louage, sont tenus de prendre au Bureau des Postes le plus prochain, conformément aux dispositions de l'article 109 de Notre décret du 30 septembre 1810, sera payé à l'avenir à raison de 30 centimes par mille et par cheval. La moitié de cette rétribution sera au profit des Maîtres de Poste, et l'autre à celui de la Caisse-générale des Postes.

Art. 3. Les dispositions des articles 109 et 121 précités, en tant qu'elles sont contraires au présent décret, sont rapportées.

Art. 4. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

(*) Voyez l'errata à la fin.

Gesetz = Bulletin.N^o 33. (*)

(Nr. 140.) Königlichcs Decret vom 15ten September 1812, das Wagenmeister- und Stations-Geld betreffend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz u. c.

haben, auf den Bericht Unseres Finanz-Ministers, verordnet und verordnen :

Art. 1. Die durch den Artikel 121 Unseres Decretes vom 30sten September 1810 den Wagenmeistern zugebilligte Gebühr von 60 Centimen wird hiermit aufgehoben. In Zukunft sollen die Reisenden, welche mit Extrapost fahren, dieselbe nur dann zu bezahlen schuldig seyn, wenn sie ihre Wagen schmieren lassen.

Art. 2. Der Postfuhrschein, welchen die Lohnfuhrleute und alle Andere, welche aus dem Vermiethen von Pferden ein Gewerbe machen, bei dem zunächst liegenden Postamte, in Gemäßheit des Artikels 109 Unseres Decretes vom 30sten September 1810, zu lösen verbunden sind, soll in der Folge mit 30 Centimen für jedes Pferd auf jede Meile bezahlt werden. Die Hälfte dieses Stationsgeldes soll den Postmeistern zu gute kommen und die andere Hälfte in die General-Post-Casse fließen.

Art. 3. Die Verfügungen der vorerwähnten Artikel 109 und 121 sind, in so weit sie dem gegenwärtigen Decrete widersprechen, aufgehoben.

Art. 4. Unser Finanz-Minister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

(*) Siehe die Anzeige der Druckfehler am Ende.

Donné en Notre Château royal de Napoléons-
hoehe, le 15 septembre 1812, la sixième année de
Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(N^o 141.) DÉCRET ROYAL du 25 septembre
1812, portant dispositions nouvelles sur les
cautionnements des comptables.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE
DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-
PHALIE, PRINCE FRANÇAIS etc.

Vu Nos décrets des 4 mars 1808, 29 octobre
1810, et 2 février 1812, concernant le caution-
nement à fournir par les comptables des deniers
publics;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances;
Notre Conseil d'Etat entendu;
Nous avons décrété et décrétons:

Art. 1^{er}. A compter de la publication du pré-
sent décret, le cautionnement à fournir par les
comptables chargés du recouvrement des deniers
publics, est définitivement fixé, savoir: pour les
receveurs généraux et d'arrondissement, au dix-
huitième du montant total d'une année des trois
contributions directes réunies; et pour les autres
comptables, au dix-huitième de leur recette an-
nuelle, sauf les exceptions ci-après.

Art. 2. Ce cautionnement sera réalisé, à rai-
son d'un quart en espèces sonnantes, et de trois

Gegeben in Unserem Königlichem Schlosse zu Na-
poleonshöhe, am 15ten September 1812, im sechs-
ten Jahre Unserer Regierung.

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,

unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

(Nr. 141.) Königliches Decret vom 25sten Septem-
ber 1812, neue Verfügungen über die von den
Rechnungs-Beamten zu leistenden Cautionen ent-
haltend.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes
Gnaden und durch die Constitutionen König von
Westphalen, französischer Prinz etc. etc.

haben, nach Ansicht Unserer Decrete vom 4ten
März 1808, vom 29sten October 1810, und vom 2ten
Februar 1812, die von den Rechnungs-Beamten
öffentlicher Gelder zu leistenden Cautionen betreffend;
auf den Bericht Unseres Finanz-Ministers,
nach Anhörung Unseres Staatsrathes,
verordnet und verordnen:

Art. 1. Von dem Tage der Bekanntmachung
dieses Decretes sind die von den Rechnungs-Beam-
ten öffentlicher Gelder zu leistenden Cautionen ein-
für allemahl bestimmt, nämlich: für die General-
und Kreis-Einnehmer auf den achtzehnten Theil
des Total-Betrages der jährlichen Einnahmen von
den drei directen Steuern zusammen genommen,
und für die andern Rechnungs-Beamten auf den
achtzehnten Theil ihrer sämtlichen jährlichen Ein-
nahmen.

Art. 2. Von diesen Cautionen soll ein Viertel
in klingender Münze eingezahlt werden, die andern

quarts soit en obligations des emprunts levés en vertu de Nos décrets des 19 octobre 1808, 1^{er} décembre 1810, et 12 juin 1812, ou en obligations de la dette réduite, soit en immeubles parfaitement disponibles, situés dans l'étendue de Notre Royaume, francs et quittes de toutes charges, privilèges, douaires, tutelles et autres dettes hypothéquées, jusqu'à concurrence dudit dix-huitième.

Art. 3. Les obligations de la dette réduite ne seront recevables que pour leur valeur réduite, ou au tiers de leur valeur nominale.

Art. 4. Les biens-fonds consistans en terres, ne seront admis qu'à raison des deux tiers, et les maisons que pour la moitié de leur valeur estimative duement constatée.

Lesdits bâtimens devront en outre être assurés par une des caisses d'assurance contre les incendies du Royaume, pour le prix pour lequel ils seront présentés et reçus en cautionnement.

Art. 5. Les comptables et autres fonctionnaires qui auraient fourni leur cautionnement, soit en totalité, soit en partie, en obligations pour leur valeur nominale, ou en immeubles pour des proportions moindres que celles prescrites par l'article précédent, seront tenus de les compléter jusqu'à due concurrence, d'après les dispositions et fixations du présent décret.

Ce complément devra être effectué avant le 1^{er} janvier 1813.

Art. 6. Le cautionnement à fournir par les percepteurs des droits de consommation dans les villes où il y a un contrôleur de ville, est fixé au vingt-quatrième de leur recette annuelle d'après le produit de l'année passée, conformément à l'é-

drei Viertel können berichtigt werden, entweder in westphälischen Staats-Obligationen der Anleihen von 1808, 1810, 1812, oder in Obligationen der reducirten Staats-Schuld, oder auch in vollkommen disponiblen Grundstücken, welche im Umfange Unseres Königreiches gelegen, und bis zu dem Betrage des gedachten achtzehnten Theils frei sind von allen Lasten, Privilegien, Wittwen-Gehalten, Pupillen-Geldern, und andern Schulden und Hypotheken.

Art. 3. Die Obligationen der reducirten Staats-Schuld werden nur nach dem reducirten Werthe, das ist zu einem Drittel des Nominal-Werthes angenommen.

Art. 4. Die Grundstücke, welche aus Ländereien und Wiesen bestehen, sollen zu zwei Drittel, und die Gebäude zur Hälfte ihres gehörig ausgemittelten Werthes angenommen werden. Die Gebäude müssen überdies in einer der Brand-Cassen Unseres Königreichs zu dem Preise versichert seyn, zu welchem sie bei den Cautionen angeboten werden.

Art. 5. Alle Rechnungs- und andere zu einer Caution-Leistung verpflichteten Staats-Beamten, welche ihre Cautionen ganz oder zum Theil in Obligationen nach dem Nominal-Werthe, oder in Grundstücken nach einem geringeren als den im vorigen Artikel bestimmten Werthe geleistet haben, sind schuldig, selbige nach den Verfügungen und Bestimmungen des gegenwärtigen Decretes zu ergänzen.

Diese Ergänzung muß vor dem 1sten Januar 1813 geschehen.

Art. 6. Für die Erheber der Consumtions-Steuer in den Städten, wo Stadt-Controleurs angestellt sind, werden die Cautionen auf den 24sten Theil der Einnahme des nächst vorhergehenden Jahres festgesetzt, so wie selbige aus den von Unserem Finanz-Minister arretirten Stats hervorgehet.

tat qui sera arrêté par Notre Ministre [des Finances].

Sont exceptés de cette disposition, les percepteurs des droits de consommation dans les villes où ladite recette est de cent mille francs et au-dessus. Le cautionnement de ces derniers est fixé au trente-sixième de leur recette annuelle.

Art. 7. Les percepteurs élémentaires des contributions indirectes dont la recette annuelle n'excède pas la somme de 6000 francs, en tant qu'ils ne sont pas dispensés par Notre décret du 22 février 1811 de faire un cautionnement quelconque, seront autorisés à le réaliser en entier, soit en immeubles, soit en effets de la dette publique.

Art. 8. Le délai fixé par l'article 4 de Notre décret du 2 février dernier, et accordé aux comptables en retard pour faire leur cautionnement, est définitivement prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1813. Les comptables qui alors ne se seraient point acquittés, seront considérés comme démissionnaires, et il sera procédé immédiatement à leur remplacement.

Art. 9. Les dispositions de Nos décrets des 4 mars 1808, et 29 octobre 1810, en tant qu'elles sont contraires au présent décret, sont rapportées.

Art. 10. Notre Ministre des Finances, du Commerce et du Trésor, et Notre Intendant-général du Trésor, chacun pour ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château royal de Napoléons-höhe, le 25 septembre 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLÉON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

Signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Von vorstehender Bestimmung sind jedoch die Consumtions-Steuer-Erheber ausgenommen, deren jährliche Einnahme hundert tausend Franken und darüber beträgt. Für diese Erheber ist die Caution auf den 30sten Theil der jährlichen Einnahme bestimmt.

Art. 7. Die Elementar-Erheber der indirecten Steuern, deren jährliche Einnahme nicht sechs tausend Franken übersteigt, können, in so weit sie nicht durch Unser Decret vom 22sten Februar 1811 von aller Caution-leistung befreiet sind, selbige ganz durch Grundstücke oder Staats-Papiere leisten.

Art. 8. Die durch den 4ten Artikel Unseres Decretes vom 2ten Februar dieses Jahres zur Berichtigung der noch fehlenden Cautionen bestimmte Frist wird hierdurch ein für allemahl bis auf den 1sten Januar 1813 verlängert.

Die Rechnungs-Beamten, welche alsdann ihre Cautionen nicht geleistet haben, sollen, als hätten sie ihre Stellen niedergelegt, angesehen, und soll unverzüglich zur Wiederbesetzung dieser Stellen geschritten werden.

Art. 9. Die Verfügungen Unserer Decrete vom 4ten März 1808 und vom 29sten October 1810 werden, in so weit sie dem gegenwärtigen Decrete entgegen sind, hierdurch für aufgehoben erklärt.

Art. 10. Unser Minister der Finanzen, des Handels und des Schazes und Unser General-Intendant des Schazes sind, ein jeder in so weit es ihn angeht, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserem königlichen Schlosse zu Napoléonshöhe, am 25sten September 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung.

Unterscrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,

unterscrieben: Graf von Fürstenstein.

(N^o 142.) DÉCRET ROYAL du 25 septembre 1812, qui détermine la marche à suivre pour la prompte expédition des jugemens.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu les articles 94, 95 et 96 du Code de procédure civile, Notre décret du 11 Novembre 1810 qui règle le tarif des droits des sportules, et Notre décret du 28 Juin 1812 contenant un nouveau tarif sur les droits du timbre;

Considérant que le retard apporté à l'expédition des jugemens et arrêts, peut occasionner une foule d'inconvéniens, et empêche la prompte rentrée des droits de timbre dûs au Trésor public;

Que déjà l'article 14, Tit. IV, du décret précité sur le timbre, oblige les notaires à faire dans la quinzaine, la première copie, soit grosse, soit expédition, sur des feuilles munies du timbre prescrit, de tous les actes entre-vifs qu'ils ont reçus;

Que les taxes ou sportules pour les arrêts et jugemens, sont un droit assis sur le prononcé même ou sur l'existence de l'acte qui règle la contestation entre les parties;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons:

(Nr. 142.) Königliches Decret vom 25sten September 1812, wodurch das zur schnellen Ausfertigung der Erkenntnisse zu beobachtende Verfahren vorgeschrieben wird.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben, nach Ansicht der Artikel 94, 95 und 96 der bürgerlichen Prozeß-Ordnung, Unseres Decretes vom 11ten November 1810, wodurch die Sportel-Taxe für die Gerichtshöfe und Tribunale vorgeschrieben worden, und Unseres Decretes vom 28sten Junius 1812, einen neuen Tarif der Stempelsteuer enthaltend;

in Erwägung, daß aus der verzögerten Ausfertigung der Erkenntnisse und Urtheile vielfältige Nachteile entstehen können, und daß dadurch die schnelle Einziehung der Stempel-Abgabe in den öffentlichen Schatz verhindert wird;

daß schon der 14te Artikel, Titel IV., des vorerwähnten Decretes über den Stempel, den Notarien die Verbindlichkeit auflegt, von allen Verhandlungen unter den Lebendigen, welche sie aufgenommen haben, binnen vierzehn Tagen die erste Ausfertigung, sie sey in executorischer Form oder nicht, auf dem vorschriftsmäßigen Stempelpapiere zu expediren;

daß die Taxen oder Sporteln für die Urtheile und Erkenntnisse eine Abgabe sind, welche auf dem Rechtspruche selbst oder der Existenz des Actes ruht, wodurch der zwischen den Parteien obwaltende Rechtsstreit geschlichtet wird;

auf den Bericht Unseres Justiz-Ministers;
nach Anhörung Unseres Staatsrathes;
verordnet und verordnen:

Art. 1^{er}. Le Procureur à qui il appartient de lever le jugement, sera tenu, à peine de 25 fr. d'amende, de signifier dans la quinzaine du jugement ou arrêt contradictoire, au Procureur de la partie adverse, les qualités sur lesquelles il doit être rédigé, conformément à l'article 96 du Code de procédure.

La peine sera doublée pour chaque quinzaine de retard.

Art. 2. Si le Procureur de l'adversaire ne s'est pas opposé aux qualités dans la journée du lendemain de la signification, l'original de cet acte sera remis le jour suivant par l'huissier audiencier au greffe, sous peine de cinq francs d'amende.

S'il y a opposition, le Procureur qui aura fourni les qualités, sera obligé, sous la peine établie en l'article 1^{er}, de mettre dans la huitaine, par acte de Procureur à Procureur, cet incident en état d'être vidé par le juge qui aura présidé, ou en cas d'empêchement, par le plus ancien qui aura été présent au jugement.

Art. 3. Quinze jours au plus tard, après la remise de l'acte de signification des qualités au greffe, ou, dans le cas d'opposition, après que le président les aura réglées, le greffier fera, sur des feuilles munies du timbre prescrit, la première expédition exécutoire du jugement ou arrêt contradictoire, à peine de payer, à titre d'amende,

Art. 1. Der Anwalt, welchem es zukommt das Erkenntniß auszulassen, soll bei Vermeidung einer Geldbuße von 25 Franken gehalten seyn, binnen vierzehn Tagen, von dem nach Anhörung beider Theile gefällten Urtheile oder Erkenntnisse an gerechnet, den Anwalt seines Gegners, die Qualitäten (Angabe der Eigenschaften der Parteien und Darstellung der Thatsachen und Rechtsgründe nebst den Anträgen) insinuieren zu lassen, welche in Gemäßheit des 96sten Artikels der Prozeß-Ordnung bei Abfassung der Erkenntnisse zum Grunde zu legen sind.

Jene Geldbuße soll für jede vierzehn Tage Verzug verdoppelt werden.

Art. 2. Wenn der Anwalt der Gegenpartei an dem Tage, der auf den der Insinuation folgt, gegen die Qualitäten keine Einwendungen gemacht hat, so soll das Original dieser Darstellung am nächstfolgenden Tage von dem Audienz-Huissier auf dem Secretariate eingereicht werden, und zwar bei Vermeidung einer Geldbuße von 5 Franken.

Werden Einwendungen gemacht, so soll der Anwalt, von welchem die Qualitäten herrühren, bei Vermeidung der im 1sten Artikel vorgeschriebenen Strafe, gehalten seyn, binnen acht Tagen, durch Anzeige von Anwalt zu Anwalt, diesen Incident-Punct in den Stand zu setzen, daß er von dem Richter, welcher den Vorsitz führte, und im Verhinderungs-Falle desselben, von dem der Ernennung nach ältesten Richter unter denen die bei Abgebung des Erkenntnisses zugegen waren, geschlichtet werden kann.

Art. 3. Spätestens 14 Tage nach der Einreichung der Insinuations-Urkunde der Qualitäten auf dem Secretariate, oder im Fall Einwendungen gemacht worden sind, nachdem der Präsident dieselben geschlichtet hat, soll der Greffier des Tribunals

un droit égal au montant de celui du timbre, et il lui est défendu, sous la même peine, de délivrer, du jugement ou arrêt, une copie, simple note, ou extrait, avant que cette expédition n'ait eu lieu.

Art. 4. Si le jugement ou arrêt n'a pas été rendu contradictoirement, mais seulement par défaut, le Procureur à qui il appartient, remettra, à peine d'encourir l'amende mentionnée en l'article 1^{er}, dans le délai de quinze jours de la date de l'arrêt ou jugement, les qualités au greffe, et le greffier sera tenu, sous la peine portée par l'article 3, de faire, dans la quinzaine après cette remise, l'expédition exécutoire sur des feuilles timbrées conformément au tarif.

Art. 5. Dès que l'expédition aura été effectuée, la note des droits du timbre et des frais d'écriture, ainsi que de la taxe du jugement ou arrêt, certifiée par le Président, sera, dans le cas où elle n'aurait pas encore été payée, signifiée au Procureur de la partie qui a dû fournir les qualités, et le payement en sera poursuivi sur ce Procureur par la voie exécutoire, sauf le recours de celui-ci contre qui de droit.

Art. 6. Les greffiers des juges-de-paix seront tenus, sous peine de l'amende établie par l'article 3 ci-dessus, d'expédier les jugemens définitifs et autres, s'il y a lieu, au plus tard quinze jours après leur date.

von jedem nach Anhörung beider Theile erlassenen Erkenntnisse oder Urtheile die erste executorische Ausfertigung auf vorschriftsmäßigem Stempelpapiere expediren, widrigenfalls er in eine Geldstrafe verfällt, welche dem Betrage der Stempel-Steuer gleich kömmt, und es ist ihm unter derselben Strafe verboten, von dem Erkenntnisse oder Urtheile eine Abschrift, Note oder einen Auszug auszuliefern, bevor jene Ausfertigung statt gefunden hat.

Art. 4. Ist das Erkenntniß oder Urtheil nicht nach Anhörung beider Theile, sondern nur im Fall des Ausbleibens ertheilt, so soll der Anwalt bei Vermeidung der im 1sten Artikel erwähnten Geldbusse, binnen Frist von 14 Tagen, vom Tage des Urtheils oder Erkenntnisses an gerechnet, die Qualitäten auf dem Secretariate des Tribunals einreichen, und der Greffier soll, binnen vierzehn Tagen nach deren Einreichung, die executorische Ausfertigung auf tarifmäßigen Stempelpapiere expediren, widrigenfalls er in die im 2ten Artikel bestimmte Strafe verfällt.

Art. 5. Sobald die Ausfertigung geschehen ist, soll die von dem Präsidenten beglaubigte Note der Stempelgebühren, der Schreibgebühren und der Taxe des Urtheils oder Erkenntnisses, falls letztere noch nicht bezahlt worden wäre, dem Anwalte der Partei, welcher die Qualitäten hätte liefern müssen, insinuirt, und die Bezahlung derselben von diesem Anwalte executorisch begetrieben werden, dessen Regreß gegen denjenigen vorbehaltenlich, gegen welchen ihm derselbe den Rechten nach zusteht.

Art. 6. Die Greffiers der Friedensrichter sollen, bei Strafe der im vorstehenden 2ten Artikel vorgeschriebenen Geldbusse, gehalten seyn, die definitiven Erkenntnisse, und die übrigen Erkenntnisse in sofern dieselben den Gesetzen nach auszufertigen sind, spä-

Art. 7. Nos Ministres de la Justice et des Finances, chacun en ce qui le concerne, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château royal de Napoléons-hoëhe le 25 septembre 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

(N^o 145.) DÉCRET ROYAL *du 25 septembre 1812, qui prohibe la vente des grains en vert et pendans par racines.*

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRÂCE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WEST-PHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu l'article 1598 du Code Napoléon;

Considérant que les ventes des grains en vert offrent un moyen fréquent d'usure,

Que, dans plusieurs des provinces composant le Royaume, il existait des ordonnances tendantes à remédier à cet abus;

Voulant rendre, sur ce point, la législation uniforme et applicable à tout le Royaume;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice;

Notre Conseil d'Etat entendu;

Nous avons décrété et décrétons :

testens vierzehn Tage nach dem Tage ihrer Aussprechung zu expediren.

Art. 7. Unsere Minister der Justiz und der Finanzen sind, ein jeder in so weit es ihn angeht, mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserem Königlichen Schlosse zu Napoléonshöhe, am 25ten September 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung:

Unterschrieben: Hieronymus Napoleon.
Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,
unterschrieben: Graf von Fürstenstein.

(Nr. 143.) Königliches Decret vom 25ten September 1812, welches den Verkauf der Korn-Früchte auf dem Halme verbietet.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz &c. &c.

haben, nach Ansicht des 1598ten Artikels des Gesetzbuches Napoleons;

in Erwägung, daß der Verkauf der Korn-Früchte auf dem Halme häufig zu Wucher Anlaß giebt;

daß in mehreren Provinzen aus welchem Königreich besteht, Verordnungen sich finden, welche die Abstellung dieses Mißbrauches zum Zweck haben;

in der Absicht die Gesetzgebung über diesen Gegenstand gleichförmig und auf das ganze Königreich anwendbar zu machen;

auf den Bericht Unseres Justiz-Ministers; nach Anhörung Unseres Staatsrathes; verordnet und verordnen:

Art. 1^{er}. Les ventes des grains en vert et pendant par les racines, sont déclarées nulles et comme non-avenues; il est défendu aux tribunaux d'y avoir égard.

Dans le cas où l'objet de la vente serait déjà enlevé par l'acheteur, celui-ci sera tenu de le rendre en nature, ou, à défaut, de payer sa valeur au prix existant à l'époque de la récolte.

Art. 2. Ceux qui achèteront des grains en vert et pendant par les racines, seront condamnés à une amende égale au prix de la vente. Cette amende sera applicable, un tiers au dénonciateur, un tiers à la caisse communale du lieu où seront situés les fonds qui auront produit les grains, et le troisième tiers au Trésor public.

Art. 3. Sont exceptées de ladite prohibition, les ventes qui auraient lieu pour changement de fermier et pour saisie de fruits conformément à l'article 576 du Code de procédure civile.

Art. 4. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château royal de Napoléonshöhe, le 25 septembre 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLEON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Art. 1. Der Verkauf der Korn-Früchte auf dem Halme, bevor dieselben vom Boden abgesondert sind, wird für nichtig und für nicht geschehen erklärt; es ist den Gerichten untersagt, auf die Erfüllung eines solchen Verkaufs zu erkennen.

In dem Falle, daß der Gegenstand des Verkaufes von dem Käufer schon fortgeschafft wäre, soll dieser gehalten seyn, ihn in Natur zu erstatten, oder wenn dieses nicht mehr thünlich ist, den Werth nach dem zur Zeit der Erndte gangbaren Preise zu bezahlen.

Art. 2. Diejenigen, welche Korn-Früchte auf dem Halme, bevor dieselben vom Boden abgesondert sind, kaufen, sollen zu einer dem Kaufpreise gleichen Geldbuße verurtheilt werden. Von dieser Geldbuße sollen erhalten, ein Drittel der Denunciant, ein Drittel die Gemeinde-Casse des Orts, in dessen Feldflur die Grundstücke, auf welchen das Korn gewachsen ist, liegen, und ein Drittel der öffentliche Schatz.

Art. 3. Von gedachtem Verbote sind die Verkäufe, welche wegen Veränderung der Pächter und wegen Beschlag-Anlegung auf Feld-Früchte in Gemäßheit des 576sten Artikels der bürgerlichen Prozeß-Ordnung statt haben, ausgenommen.

Art. 4. Unser Justiz-Minister ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt. Gegeben in Unserem königlichen Schlosse zu Napoléonshöhe am 25ten September 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung.

Unterscriben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,
unterscriben: Graf von Fürstenstein.

(N^o 144.) DÉCRET ROYAL du 25 septembre 1812, qui remet provisoirement le service des payemens aux Receveurs-généraux.

JÉRÔME NAPOLEON, PAR LA GRACE DE DIEU ET LES CONSTITUTIONS, ROI DE WESTPHALIE, PRINCE FRANÇAIS, etc.

Vu Notre décret du 4 février 1812, portant établissement de payeurs départementaux, pour faire le service de la dépense;

Sur le rapport de Notre Intendant-général du Trésor;

Nous avons décrété et décrétons :

Art. 1^{er}. Jusqu'à ce qu'il ait été pourvu aux places de payeurs départementaux, l'Intendant-général du Trésor est autorisé à confier le service des payemens aux Receveurs-généraux résidans dans les chefs-lieux de département.

Art. 2. Les Receveurs-généraux chargés de ce service tiendront, en conformité des instructions qu'ils recevront de l'Intendant-général du Trésor, des écritures particulières et absolument séparées pour le service des dépenses.

Art. 3. Il est accordé à chacun desdits Receveurs-généraux, pendant le tems qu'ils cumuleront les deux services, l'indemnité annuelle qui suit, savoir :

Au Receveur-g ^{al}	de Magdebourg . . .	4,000 fr.
à celui	de Brunswick . . .	4,000
—	de Hanovre	4,000
—	de Cassel	4,000
—	de Halberstadt . . .	3,000
—	de Marbourg	2,500
—	de Heiligenstadt . .	2,500
—	de Goettingue	2,500

(Nr. 144.) Königliches Decret vom 25ten September 1812, wodurch der Dienst der Auszahlungen provisorisch den General-Einnehmern übertragen wird.

Wir Hieronymus Napoleon, von Gottes Gnaden und durch die Constitutionen König von Westphalen, französischer Prinz ic. ic.

haben, nach Ansicht Unseres Decretes vom 4ten Februar 1812, wodurch die Anstellung von Departements-Zahlmeistern für den Dienst der Ausgaben verordnet worden;

auf den Bericht Unseres General-Intendanten des Schatzes,

verordnet und verordnen :

Art. 1. Bis zur Besetzung der Departements-Zahlmeister-Stellen, ist der General-Intendant des Schatzes ermächtigt, den Dienst der Auszahlungen den in den Hauptorten der Departements angestellten General-Einnehmern zu übertragen.

Art. 2. Die mit diesem Dienste beauftragten General-Einnahmer sollen, in Gemäßheit der Instructionen, welche sie von dem General-Intendanten des Schatzes erhalten werden, für den Dienst der Ausgaben besondere und völlig getrennte Bücher halten.

Art. 3. Jedem der gedachten General-Einnahmer ist, so lange sie die beiden Dienste zugleich versehen werden, folgende jährliche Vergütung zugestanden, nämlich :

Dem General-Einnahmer zu Magdeburg . . .	4,000 Fr.
" " " zu Braunschweig . . .	4,000
" " " zu Hannover	4,000
" " " zu Cassel	4,000
" " " zu Halberstadt . . .	3,000
" " " zu Marburg	2,500
" " " zu Heiligenstadt . .	2,500
" " " zu Göttingen	2,500

Art. 4. Les dépenses ci-dessus seront imputées sur le crédit alloué pour le chapitre 4 du budget de l'Intendance-générale du Trésor.

Art. 5. Notre Intendant-général du Trésor est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au bulletin des lois.

Donné en Notre Château royal de Napoléons-höhe, le 25 septembre 1812, la sixième année de Notre règne.

Signé: JÉRÔME NAPOLÉON.

Par le Roi.

Le Ministre Secrétaire d'Etat,

signé: COMTE DE FÜRSTENSTEIN.

Certifié conforme:

Le Ministre de la Justice,
SIMÉON.

Art. 4. Die obigen Ausgaben sollen auf den für das 4te Capitel des Budgets der General-Intendantz des Schatzes angewiesenen Credit angerechnet werden.

Art. 5. Unser General-Intendant des Schatzes ist mit der Vollziehung des gegenwärtigen Decretes, welches in das Gesetzbulletin eingerückt werden soll, beauftragt.

Gegeben in Unserem königlichen Schlosse zu Napoleonshöhe, am 25ten September 1812, im sechsten Jahre Unserer Regierung.

Unterscrieben: Hieronymus Napoleon.

Auf Befehl des Königs.

Der Minister Staats-Secretair,

unterscrieben: Graf von Fürstenstein.

Als gleichlautend bescheiniget:

Der Justiz-Minister,

S i m e o n.